

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec

Louise Louthood

Volume 10, numéro 2, 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700945ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700945ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Louthood, L. (1979). Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec. *Études internationales*, 10(2), 385–406. <https://doi.org/10.7202/700945ar>

CHRONIQUE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU CANADA ET DU QUÉBEC

Louise LOUTHOOD *

I — Les relations extérieures du Canada

(de janvier à mars 1979)

A — Aperçu général

Dans une déclaration devant la Chambre des Communes en mars dernier, M. Don Jamieson identifiait les principales préoccupations de son ministère. Celles-ci se trouvaient regroupées en douze grandes « questions » de politique étrangère : la recherche de la paix, l'affirmation sur la scène internationale de l'unité et de l'identité canadiennes, l'implication de plus en plus forte du Canada au niveau des relations économiques internationales, la fidélité canadienne au dialogue Nord-Sud, l'appui au développement international, les problèmes de tension Est-Ouest, les difficultés d'approvisionnement en énergie, l'engagement en faveur du respect des droits de la personne, la définition des intérêts maritimes canadiens, la priorité accordée aux relations canado-américaines, l'intensification des échanges avec l'Europe occidentale et le Japon, et finalement, la recherche d'un raffermissement de la gestion de la politique étrangère canadienne ¹.

B — Le Canada et l'O.N.U.

Au cours de l'hiver, la Commission des droits de l'Homme se réunissait à Genève. Le Canada y siégeait, parmi les 32 membres, pour son troisième mandat. M. Yvan Beaulne, un Canadien, fut élu à la présidence de la Commission ².

Le 19 mars, s'est ouverte, également à Genève, la 8^e session de la Conférence sur le droit de la mer. MM. Don Jamieson, Marc Lalonde et Roméo Leblanc présidaient conjointement la délégation canadienne. La conférence devait se terminer le 27 avril. Les deux principales questions à l'ordre du jour sont les problèmes concernant l'établissement d'un système international pour l'exploitation des fonds marins et la définition des limites extérieures de la marge continentale ³.

Le 12 mars, le ministère des Affaires extérieures invitait au nom du gouvernement canadien, et de concert avec les gouvernements de la France, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni et des États-Unis, les diverses parties intéressées au problème namibien à se réunir à New York, les 19 et 20 mars suivants ⁴. En plus des cinq pays occidentaux qui sont à l'origine de l'initiative de paix entreprise sous l'égide

* *Documentaliste au CQRI.*

1. Ministère des Affaires extérieures, *Discours*, 8 mars 1979, 11p.

2. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué* n° 22, 2 mars 1979.

3. *Idem*, *Communiqué* n° 28, 16 mars 1979.

4. *Idem*, *Communiqué* n° 26, 12 mars 1979.

des Nations unies, la convocation visait à réunir les représentants de l'Afrique du Sud et de la SWAPO, ainsi que les ministres des Affaires étrangères du Nigeria et des États de la « première ligne » (soit l'Angola, le Botswana, le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie). Le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, participait aussi à cette rencontre ⁵.

Au cours de l'automne, les pourparlers entre les représentants du « groupe de contact » et de l'Afrique du Sud furent rompus. Repris en janvier, on fixa au 30 septembre la tenue d'élections générales sous surveillance internationale. Les diverses parties ne s'étant pas encore entendues, le 28 février, sur les modalités d'application d'un cessez-le-feu, il fut question de repousser la date prévue pour les élections, de manière à assurer une période de transition de sept mois entre les deux étapes. Durant cette période, des contingents militaires et des envoyés spéciaux de divers pays, mandatés par les Nations unies, veilleraient au maintien de la paix et à la préparation des élections ⁶.

Selon les propositions faites au gouvernement sud-africain et au représentant de la SWAPO, ces forces comprendraient des bataillons en provenance du Canada, du Ghana, de la Roumanie, de deux pays scandinaves encore à déterminer, et de l'Inde ou du Bangladesh.

Sur cette question, l'Afrique du Sud désirait que le contingent soit formé de pays-membres de l'OTAN, tandis que le mouvement nationaliste espérait voir participer exclusivement des pays africains. Fidèles à cette position, des représentants de la SWAPO affirmaient en mars leur opposition à la présence de bataillons canadiens, tandis que le gouvernement sud-africain, pour sa part, estimait tout simplement trop important l'engagement prévu par le Canada. Toutefois, selon M. Jamieson, ces divergences de vues ne sont pas insurmontables et le gouvernement canadien est toujours disposé à participer au contrôle par l'envoi de ses bataillons ou, le cas échéant, par l'envoi de quelques observateurs ou techniciens ⁷.

Deux autres questions préliminaires à la déclaration d'un cessez-le-feu ont été abordées. L'une touche le problème de la libération éventuelle des détenus namibiens, et l'autre, le problème du maintien et de la création en Namibie de bases militaires du gouvernement sud-africain et de la SWAPO (les premières étant destinées à la surveillance des bases de guérilla de la SWAPO, situées en Angola et en Zambie, les secondes visant à rétablir l'équilibre entre les forces nationalistes et sud-africaines ⁸).

La rencontre des 19 et 20 mars s'est terminée sans que l'on soit parvenu à l'entente qui devra rendre possible l'application du « Plan Waldheim ». Les négociations doivent se poursuivre dans les mois à venir entre les représentants des divers gouvernements intéressés par la question, dont le Canada qui est membre du « groupe de contact ». Si le Canada s'en tient à son offre de participer à la force de maintien de la paix, il est intéressant de noter qu'à l'heure actuelle environ 2 000 membres des forces armées canadiennes sont déjà engagés ailleurs dans de telles opérations. Ce fait a pour conséquence une limite des disponibilités canadiennes futures. Aussi, même si le

5. *Le Devoir*, 13 mars 1979, p. 2.

6. *The Globe and Mail*, 12 mars 1979, p. 6.

7. David HUMPHREY, *The Globe and Mail*, 28 février 1979, p. 16.

8. *Le Devoir*, 20 mars 1979, p. 8.

ministre de la Défense prévoit pouvoir contribuer aux opérations de contrôle en Namibie par l'envoi d'environ 700 soldats, aucun soutien logistique ne sera fourni⁹.

C – Les politiques de défense du Canada

Deux types de questions ont retenu l'attention au cours de l'hiver. Ce sont les coupures budgétaires affectant le ministère de la Défense et les opérations des Nations unies pour le maintien de la paix.

En dépit des coupures annoncées l'été dernier, le ministre de la Défense déclarait, le 18 janvier dernier, que celles-ci ne devraient pas se faire sentir sur le programme de rééquipement des forces armées. Ce programme porte principalement sur l'acquisition d'un avion de chasse à long rayon d'action, de six frégates de patrouille et de véhicules blindés. Pour ce qui est de l'avion, deux compagnies américaines demeurent en lice : General Dynamics (avec son F-16) et McDonnell Douglas (avec son F-18A). Le contrat, semble-t-il, ne sera signé qu'à l'automne. Pour le moment, des négociations sont en cours entre le gouvernement et les deux compagnies. Certaines pourparlers ont également été entrepris avec le Secrétaire à la Défense des États-Unis ; pour l'essentiel, ces discussions portent sur les coûts encourus et le partage des bénéfices conséquents aux programmes de recherches qu'entraînera une commande canadienne¹⁰. Déjà, divers rapports sur les performances des modèles offerts ont été présentés au gouvernement canadien. L'utilisation du modèle finalement retenu dépendra des caractères spécifiques dont il sera doté (l'avion pourrait, par exemple, être mis au service de l'OTAN ou de NORAD). Le nombre d'appareils que l'on décidera d'acheter sera d'ailleurs lui-même fonction de ces possibilités et des clauses contractuelles. Jusqu'ici, on parle de 18 appareils mais éventuellement ce nombre pourrait être porté à 24¹¹.

L'achat par le ministère de la Défense de six frégates de patrouille est présenté comme étant la première étape du plan de modernisation de la marine canadienne. À un autre niveau, cet achat peut être présenté aussi comme faisant partie d'un programme, annoncé par le gouvernement en février, qui vise à soutenir l'industrie canadienne de la construction navale¹². Au moment du discours de M. Danson devant les Associations de défense, c'est-à-dire en janvier, cinq consortiums canadiens avaient présenté leur soumission au gouvernement. L'acquisition des 18 avions et des 6 frégates devrait constituer un déboursé de l'ordre de \$2,7 milliards¹³.

Outre les discussions sur l'envoi probable de bataillons canadiens en territoire namibien, l'hiver a été l'occasion d'événements susceptibles d'affecter le rôle joué par l'armée canadienne en divers points du globe.

D'abord, au Liban, où depuis novembre, c'est-à-dire depuis l'expiration de son engagement de six mois, le Canada n'a laissé que quelques experts au service de l'UNIFIL. En janvier, le Conseil de sécurité prolongeait pour une durée de cinq mois le mandat de cette force de maintien de la paix. Sans que le gouvernement ait officiel-

9. David HUMPHREYS, *The Globe and Mail*, 28 février 1979, p. 16.

10. *Defence Newsletter*, vol. 2, n° 1, p. 4.

11. *Defence Newsletter*, vol. 2, n° 2, p. 7.

12. *The Globe and Mail*, 3 février 1979, p. B16 ; et 2 février 1979, p. B2.

13. *Edmonton Journal*, 8 février 1979, p. A10.

lement affirmé sa décision de prolonger l'engagement des quelques militaires canadiens qui se trouvent encore au Liban, il semble bien qu'ils y resteront jusqu'à ce que l'ONU mette fin à leur mandat ¹⁴.

Ensuite, à Chypre, où M. Danson séjournait en janvier dernier, avant de se rendre en Grèce. Selon certaines rumeurs, cette visite pourrait être significative d'un souhait du Canada de mettre un terme à la participation de ses troupes dans cette région ¹⁵.

Enfin, M. Jamieson déclarait en mars dernier que le Canada serait disposé à contribuer à la formation d'une nouvelle force de maintien de la paix au Moyen-Orient, dans la mesure où une telle participation serait susceptible de faciliter l'application du traité de paix israélo-égyptien ¹⁶.

Notons enfin que, du 31 décembre au 5 janvier, des appareils « Hercule » des Forces canadiennes ont été mobilisés afin d'évacuer d'Iran 206 ressortissants canadiens et 140 ressortissant d'autres pays ¹⁷.

D – Les relations canado-américaines

1 – LE CONTENTIEUX MARITIME

Dans les premiers jours de janvier, M. Don Jamieson faisait le point sur l'état des négociations canado-américaines concernant le contentieux maritime. En accord avec le secrétaire d'État américain, Cyrus Vance, M. Jamieson annonçait que les efforts des négociateurs porteraient d'abord sur la résolution des questions en litige sur la côte atlantique. Les négociations concernant la côte ouest étaient alors présentées comme devant succéder à cette première tentative de règlement, dont les résultats détermineraient en quelque sorte les chances de parvenir à un accord global. MM. Jamieson et Vance se sont personnellement engagés « à collaborer en vue de réaliser rapidement cet objectif commun ¹⁸ ».

Les négociations se sont poursuivies au cours du mois de janvier, non sans quelques difficultés puisqu'au lendemain d'une rencontre, le 24 janvier, M. Cutter – négociateur délégué par le gouvernement des États-Unis – invoquait la possibilité de devoir recourir à un arbitrage international pour régler la question frontalière ¹⁹. Le 14 février, MM. Jamieson et Vance pouvaient tout de même annoncer l'acceptation par leur gouvernement respectif des recommandations sur lesquelles s'étaient entendus les négociateurs Cadieux et Cutter ²⁰. Ces recommandations visent d'abord la conclusion d'un accord de pêche sur la côte de l'Atlantique et, ensuite, la soumission du problème frontalier à une tierce partie. Les traités entreront en vigueur après leur rectification par les deux gouvernements.

14. *Defence Newsletter*, vol. 2, n° 2, p. 1.

15. *Defence Newsletter*, vol. 2, n° 1, p. 1.

16. *The Globe and Mail*, 8 mars 1979, p. 9.

17. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué n° 3*, 5 janvier 1979.

18. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué n° 2*, 5 janvier 1979.

19. Lawrence MARTIN, *The Globe and Mail*, 24 janvier 1979, p. 3.

20. Ministère des Affaires extérieures, *Discours*, 14 février 1979.

Voici les grandes lignes des accords auxquels ont abouti les négociations, tels que les décrit un communiqué de presse du ministère des Affaires extérieures :

– L'accord de pêche :

Une commission conjointe sera mise sur pied afin de veiller à l'application de l'accord et de prévoir une gestion coopérative des stocks de poissons d'intérêt commun. Les mécanismes de règlement des différends qui seront intégrés au cadre institutionnel de l'accord viseront à résoudre tout litige qui pourrait survenir concernant l'interprétation ou l'application de cet instrument.

L'accord de pêche restera en vigueur de façon permanente, mais les contingents seront soumis à un examen décennal qui permettra alors à chacune des parties de demander des modifications aux contingents prévus.

– L'accord sur le recours à une tierce partie pour régler le différend frontalier dans le golfe du Maine :

...les grands principes concernant un tel recours ayant fait l'objet d'une entente, « il reste à arrêter le détail de certaines questions telles l'instance et les procédures à utiliser ».

Si, dans les deux ans qui suivent la date d'entrée en vigueur de l'accord de pêche, le différend frontalier n'est pas soumis pour une raison quelconque à la procédure de règlement par tierce partie (...), l'une ou l'autre des parties pourra dénoncer le traité de pêche en donnant un préavis de six mois à l'autre ²¹.

Les espoirs qu'exprimaient alors MM. Jamieson et Vance de voir un règlement rapide et amical du contentieux maritime dans la région du Pacifique et de l'Arctique n'auront pas été déçus puisque, dès le 29 mars, les représentants canadiens et américains signaient non seulement les deux accords relatifs au contentieux maritime de l'Atlantique, mais aussi deux accords sur les pêches de la côte ouest. L'accord sur les pêches de la côte atlantique est conforme aux grandes lignes qu'esquissaient en février MM. Jamieson et Vance. Pour ce qui est du différend frontalier dans cette région, les modalités de recours à une tierce partie ont été précisées : l'affaire sera soumise à la Cour internationale de Justice, que l'on chargera « d'obtenir une décision définitive sur la délimitation des frontières ». De plus, l'accord prévoit que

si la Cour internationale de Justice ne parvient pas à s'entendre selon la formule dont sont convenus le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis, le différend sera automatiquement soumis à une cour internationale d'arbitrage spéciale indépendante constituée de cinq membres.

Les deux accords sur les pêches dans le Pacifique sont complétés par un protocole sur le flétan, qui permet aux pêcheurs canadiens d'avoir accès aux stocks qui se trouvent au large de l'Alaska et aux pêcheurs américains d'exercer leurs activités dans les eaux situées au large de la Colombie britannique, cela pour les deux prochaines années ²².

2 – LA QUESTION ÉNERGÉTIQUE

Depuis plusieurs mois déjà, les relations entre le Canada et les États-Unis en matière d'énergie sont toutes plus ou moins déterminées par l'avancement du projet de construction du pipe-line de l'Alaska. L'hiver n'a pas fourni d'exception notable à cette

21. *Idem*, Communiqué n° 15, 5 février 1979.

22. *Idem*, Communiqué n° 29, 29 mars 1979.

règle. C'est ainsi que lors des discussions du mois de janvier sur les nouvelles exportations vers les États-Unis des surplus de gaz naturel albertain, M. James Schlesinger, secrétaire à l'Énergie des États-Unis, a fait savoir que son gouvernement acquiescerait à ce projet dans la mesure où celui-ci s'inscrirait dans une voie susceptible de favoriser le projet de construction du pipe-line de l'Alaska ²³.

Les « prérequis » et les implications du projet de construction du pipe-line de l'Alaska sont multiples. Tant les problèmes de financement du projet ²⁴ que ceux de ses effets sur le milieu naturel ont fait l'objet de débats au cours de l'hiver. Ainsi, même le choix par les constructeurs du pipe-line de leurs fournisseurs de matériaux n'a pas été sans susciter certaines difficultés. Au début de janvier, un groupe de 200 congressistes américains réclamaient l'ouverture d'une enquête sur les échanges d'acier entre le Canada et les États-Unis. Cette initiative faisait suite à l'obtention par deux compagnies canadiennes des contrats pour la fourniture des matériaux devant servir à la construction du pipe-line. Indirectement, toutes les normes régissant le commerce canado-américain de l'acier sont remises en cause même si, plus spécifiquement, les congressistes s'en prennent aux préjudices que causent à leur industrie les quotas établis par le gouvernement canadien sur l'importation de l'acier en provenance des États-Unis ²⁵.

Compte tenu des difficultés que chacune des parties peut rencontrer dans son propre champ d'autorité, les premières livraisons de pétrole vers les 48 États américains en provenance de l'Alaska n'auraient lieu vraisemblablement qu'au cours de l'hiver 1984-1985 ²⁶. Un des obstacles à la construction du pipe-line fut la lenteur même du gouvernement américain à établir un office ayant pour fonction essentielle de superviser la réalisation de ce projet. Toutefois, lors de son passage à Washington le 3 mars dernier, M. Trudeau recevait l'assurance du président Carter de son plein appui. Effectivement, un représentant du gouvernement américain annonçait alors que l'administration proposerait au Congrès de statuer sur l'établissement d'un office d'inspection. Du côté canadien, M. Mitchell Sharp assume d'ores et déjà la direction d'un organisme équivalent ²⁷.

L'interruption des exportations de pétrole iranien devait quelque peu modifier les échanges entre le Canada et les États-Unis. Ainsi, les compagnies pétrolières des deux pays s'entendaient pour faire en sorte d'augmenter les flux de pétrole, selon un axe nord-sud dans l'Ouest et un axe sud-nord dans l'Est ²⁸. C'est dans cette logique que s'inscrivait l'invitation faite par le ministre de l'Énergie, M. Allaster Gillespie, à la Compagnie Impériale afin qu'elle rapatrie les 25 000 barils quotidiens de pétrole vénézuélien qui, débarqués d'abord au Canada, étaient habituellement détournés vers le marché américain ²⁹.

23. Trois compagnies sont présentement intéressées par les discussions au sujet de l'exportation des surplus albertains vers les États-Unis : ce sont la Transcanada Pipelines Ltd., de Toronto, l'Alberta Gas Trunk Line Ltd. et Dome Petroleum Ltd., de Calgary. Les représentants de cette dernière compagnie cherchent à défendre, auprès des Américains, le bien-fondé d'une participation de la Transcanada Pipelines Ltd. dans la constitution de la partie canadienne du pipe-line de l'Alaska.

24. Jeff CARRUTHERS, *The Globe and Mail*, 27 janvier 1979, p. B16.

25. Lawrence MARTIN, *op. cit.*, 10 janvier 1979, p. B1.

26. Jeff CARRUTHERS, *op. cit.*, 27 janvier 1979, p. B16.

27. *Op. cit.*, 5 mars 1979, p. 11.

28. Timothy PRITCHARD, *The Globe and Mail*, 10 février 1979, p. B16.

29. Claude PAPINEAU, *Le Devoir*, 16 février 1979, pp. 1 et 6.

Selon une étude de l'Office national de l'Énergie, remise à la presse le 28 février, on estime que le Canada dispose d'un surplus de gaz naturel de 2 000 milliards de pi. cu. qui pourraient être vendus aux États-Unis, sans pour autant menacer les garanties d'approvisionnement des régions de l'Est du pays. Ce surplus étant distribué sur 8 ans, son exportation aurait pour effet d'augmenter de 25% les ventes de gaz naturel du Canada à l'étranger. Éventuellement, les revenus tirés des exportations vers les États-Unis pourraient servir à financer le prolongement du gazoduc qui desservirait le Québec et les Maritimes. Les décisions concernant ces exportations devraient être prises dans le courant de l'année, suite à une série d'audiences organisées par l'Office de l'Énergie ³⁰.

3 – LE PACTE DE L'AUTOMOBILE

Au cours de l'automne, la Commission d'enquête Reisman présentait au gouvernement son rapport sur le fonctionnement du Pacte de l'automobile conclu en 1965 entre les États-Unis et le Canada. En mars, M. Jack Horner révélait la position qu'entend adopter le gouvernement en tenant compte des conclusions du rapport Reisman. S'estimant satisfait des résultats de l'accord après treize ans de fonctionnement, le Canada ne demandera pas à son partenaire de renégocier le Pacte, même s'il se propose de réaliser certaines modifications aux normes régissant les échanges entre les deux pays. En fait, le gouvernement endosse par ces décisions les principales recommandations du rapport qui lui a été soumis. Parmi les mesures qu'il entend prendre, notons la décision d'évaluer sur une base annuelle la situation de l'industrie automobile et la recherche d'une entente avec les autorités américaines afin de limiter les coûts de la guerre des subventions. À ce sujet, des négociations sont d'ailleurs entamées entre des fonctionnaires canadiens et américains ³¹.

4 – LES GRANDS LACS

Le ministre des Affaires extérieures annonçait, le 9 mars dernier, que les gouvernements du Canada et de l'Ontario venaient de répondre officiellement aux recommandations sur la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, présentées dans le cinquième rapport annuel de la Commission mixte internationale. La position des deux gouvernements peut se résumer à la résolution suivante :

continuer à accorder la haute priorité aux programmes relatifs aux Grands Lacs et à encourager la collaboration à tous les niveaux de gouvernement afin de réaliser les objectifs de qualité de l'eau dans les Grands Lacs ³².

E – Le Canada et l'Europe occidentale

1 – LA FRANCE

Le 9 janvier dernier, M. Gérard Pelletier, ambassadeur du Canada en France, et M. Olivier Stürn, secrétaire d'État auprès du ministre français des Affaires étrangères, signaient à Paris un accord d'assistance mutuelle visant à prévenir, à découvrir et à

30. *Le Devoir*, 1^{er} mars 1979, pp. 1 et 6.

31. Pour une analyse de la déclaration faite, en mars dernier, par M. Horner, voir l'article de Michel VASTEL dans *Le Devoir* du 15 mars 1979, p. 20, et l'éditorial du *Globe and Mail* paru le 22 mars, p. 6.

32. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué* n° 25, 9 décembre 1978.

réprimer les fraudes douanières. Selon les règles stipulées par l'accord, les administrations douanières des deux pays seront en mesure d'échanger davantage d'informations et même d'utiliser, au besoin, les renseignements ainsi recueillis devant les tribunaux ³³.

Le mois suivant, la visite au Canada de M. Raymond Barre était marquée par la signature de trois accords entre la France et le Canada. D'abord, un accord sur l'extradition qui fournit la liste des infractions en vertu desquelles l'une des parties peut réclamer que lui soit livré un criminel qui se réfugie sur le territoire de l'autre signataire. Cet accord remplace le Traité signé en 1876 entre la Grande-Bretagne et la France pour réglementer la restitution des criminels en fuite. Cet accord subsistait, tel que modifié par une convention signée en 1908 ³⁴. Ensuite, les représentants du Canada et de la France ont signé un accord sur le transfert des détenus et la surveillance de certains condamnés qui pourront, s'ils en expriment le désir, purger leur peine dans leur pays d'origine. Selon les services de presse du ministère des Affaires extérieures,

L'Accord témoigne d'une coopération accrue entre le Canada et la France et [de] leur détermination mutuelle à promouvoir la rééducation des délinquants en leur permettant de purger une partie de leur peine dans le pays dont ils sont citoyens ³⁵.

Finalement, les représentants de la France et du Canada ont signé un accord sur la sécurité sociale qui permettra, dès qu'il sera en vigueur, aux ressortissants des deux pays d'être éligibles aux prestations de sécurité sociale de l'un ou l'autre pays où ils auront établi leur lieu de résidence ³⁶.

La conférence de presse conjointe des premiers ministres Trudeau et Barre, tenue à l'issue de leurs entretiens, leur a fourni l'occasion d'exposer les grandes lignes de leurs relations bilatérales futures et d'énumérer les projets en cours de réalisation dans le cadre de la coopération franco-canadienne. Évoquant le désir du gouvernement de la République d'intensifier ses liens avec le Canada, M. Raymond Barre affirme se réjouir de ce que son partenaire semble partager le même espoir. Selon lui, l'acceptation par le gouvernement canadien

de l'offre faite par la société française Technip (...) est un témoignage de la volonté du Canada d'utiliser les possibilités technologiques et de diversification qui lui sont offertes par l'industrie française ³⁷.

M. Barre a aussi fait allusion à la signature d'un contrat entre les sociétés Pétro-Canada et Technip pour l'établissement d'une usine de liquéfaction des gaz sur l'île Melville, dans l'Arctique. Les gaz ainsi traités seront ensuite transportés vers l'est du Canada, l'Europe, ou d'autres pays.

Selon M. Trudeau, les discussions ont principalement porté sur des questions d'ordre économique. Cela n'a toutefois pas empêché les deux hommes d'État de parler aussi de la mise en œuvre d'un nouveau projet de coopération en matière d'éducation. En accord avec les gouvernements provinciaux de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie britannique, les premiers ministres de la France et du Canada se

33. *Le Devoir*, 10 janvier 1979, p. 7.

34. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué n° 12*, 9 février 1979.

35. *Idem*, *Communiqué n° 13*, 9 février 1979.

36. *Idem*, *Communiqué n° 14*, 9 février 1979.

37. Cabinet du Premier Ministre, *Transcription de la conférence de presse conjointe des Premiers Ministres de France et du Canada*, 9 février 1979, p. 3.

sont ainsi entendus pour donner le feu vert à des études sur les possibilités d'établir des lycées français dans les villes de Toronto, d'Edmonton et de Vancouver. Pour M. Trudeau,

l'accord des provinces était (...) important et cette démarche correspond (...) à une vision du Canada qui est extrêmement importante dans l'optique du gouvernement central et de la plupart des provinces, c'est-à-dire une optique qui voit le fait français au Canada comme étant pan-canadien ³⁸.

Dans le domaine culturel, la visite de M. Barre a aussi servi de prétexte à la formulation d'un nouveau projet de coopération. Il s'agirait de la mise sur pied, grâce au travail conjoint de la France et du Canada, de banques informatiques fournissant l'inventaire des termes français et anglais ayant cours dans le domaine technique. Ce projet est présenté par M. Trudeau comme étant susceptible de faciliter les échanges entre le Canada et d'autres pays, de même qu'entre les pays africains francophones et anglophones ³⁹.

2 – LE DANEMARK

Dans le cadre des entretiens périodiques qui se tiennent depuis quelques années entre des représentants du Canada et du Danemark, des fonctionnaires des deux pays se sont réunis les 21 et 22 février derniers, à Ottawa, pour discuter de problèmes communs rencontrés tant au niveau de la mise en valeur que de la protection du milieu marin dans l'est de l'Arctique canadien et à l'ouest du Groenland. Divers projets de coopération ont été discutés. Notons, à titre d'exemple, la coopération proposée au niveau d'études écologiques entreprises dans cette région, de même que la définition d'arrangements visant à assurer une protection conjointe du milieu concerné ⁴⁰.

3 – L'ITALIE

Au cours de l'hiver, une mission commerciale canadienne a séjourné une dizaine de jours en Italie. Cette délégation, conduite par le sénateur Bosa, était composée de dix-neuf personnes représentant quinze firmes canadiennes. Dans le but de favoriser la coopération industrielle canado-italienne, plusieurs rencontres étaient prévues avec des représentants de l'industrie italienne, aussi bien à Rome qu'à Milan, Bologne, Turin et Gênes. Les discussions ont porté sur la possibilité d'augmenter les investissements canadiens en Italie, sur la mise sur pied éventuelle d'entreprises commerciales conjointes dans le Tiers-Monde, ainsi que sur l'implantation d'industries manufacturières sur le continent nord-américain. L'intensification des échanges industriels entre les deux pays pourrait toucher les domaines suivants : télécommunications, nucléaire, textile, pâtes et papiers, etc. Lors d'une rencontre avec le premier ministre italien, M. Giulio Andreotti, le sénateur Bosa s'est vu confirmer la volonté de l'Italie de multiplier les liens économiques entretenus avec le Canada ⁴¹.

4 – LES PAYS-BAS

Le 15 février dernier, des représentants canadiens participaient, aux Pays-Bas, à un colloque dont l'objectif principal était d'informer les hommes d'affaires néerlandais

38. *Ibid.*, p. 1.

39. *Ibid.*, p. 2.

40. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué n° 19*, 23 février 1979.

41. Theodora LURIE, *The Globe and Mail*, 7 février 1979, p. B5.

sur les possibilités d'investissements au Canada. À court terme, le colloque préparait la venue au Canada de représentants de l'industrie et du commerce néerlandais. Pour les deux pays, il s'agirait à plus long terme d'intensifier leurs échanges.

En 1975, la dernière année pour laquelle les données sont disponibles, la valeur comptable des investissements hollandais au Canada s'élevait à \$678 millions, tandis que les investissements canadiens aux Pays-Bas se chiffraient à \$72 millions ⁴².

Selon le ministère de l'Industrie et du Commerce, les Pays-Bas se classeraient déjà au troisième rang parmi les investisseurs étrangers au Canada.

F – Le Canada et l'Amérique latine

1 – LES CARAÏBES

Du 16 au 21 janvier dernier, M. Don Jamieson s'est rendu à la Barbade, à Sainte-Lucie et à la Jamaïque. Les rencontres prévues devaient permettre de discuter des relations bilatérales qu'entretient le Canada avec ces pays, ainsi que des problèmes plus généraux relatifs au Commonwealth ou au système international dans son ensemble ⁴³.

Cette visite a donné lieu à la signature d'un accord de coopération économique et commerciale avec les pays-membres du Marché commun des Caraïbes. Cet accord, « le premier entre le Canada et un groupe de nations du monde en développement ⁴⁴ », porte à la fois sur la coopération commerciale et financière et sur la coopération technique et industrielle. De plus, un Protocole de coopération industrielle distinct a été conclu, prévoyant l'adoption de mesures gouvernementales visant à promouvoir les échanges au niveau du secteur privé et les transferts technologiques. À l'avenir, un comité commercial et économique conjoint devrait se réunir annuellement de façon à faciliter la consultation dans les divers domaines de coopération visés par l'accord ⁴⁵.

Prenant la parole devant des représentants du gouvernement de la Barbade et de la Banque de développement des Caraïbes, M. Don Jamieson insistait sur l'ancienneté des échanges entre les deux parties et la multiplicité des liens entretenus depuis la nomination, en 1885, de Sir Francis Hinck comme conseiller pour les affaires antillaises ⁴⁶. Lors de sa déclaration annonçant la signature du nouvel accord, M. Jamieson rappelle encore une fois ces précédents historiques et, plus spécifiquement, l'accord économique conclu en 1925. Parlant de l'accord actuel, M. Jamieson insiste sur le fait que celui-ci

transcende les formes traditionnelles d'aide au développement... [et]... innove en ce qu'il vise à appuyer les objectifs d'intégration économique régionale du CARICOM ⁴⁷.

Enfin, le Ministre évoque les acquis et les promesses de la coopération et des discussions poursuivies entre le Canada et les Antilles, que ce soit au sein du Commonwealth, à l'occasion des négociations sur le droit de la mer ou dans le cadre du dialogue Nord-Sud ⁴⁸.

42. Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Communiqué n° 11*, 7 février 1979.

43. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué n° 4*, 10 janvier 1979.

44. *Idem*, *Communiqué n° 7*, 20 janvier 1979.

45. *Ibid.*

46. Ministère des Affaires extérieures, *Discours*, 17 janvier 1979, p. 1.

47. *Idem*, *Discours*, 20 janvier 1979, p. 5.

48. *Ibid.*, p. 6.

Dans un discours prononcé le 5 mars devant le Conseil canadien de la Chambre de Commerce internationale, M. Jamieson présente l'Accord général et le Protocole qui lui est joint comme un cadre juridique de coopération commerciale et économique susceptible d'être adopté aux conditions particulières d'autres pays en voie de développement. Ainsi, selon M. Jamieson, les divers éléments de l'accord

s'intègrent dans un ensemble particulièrement bien adapté à nos relations avec les pays antillais et certains de ces éléments devraient être modifiés pour rendre l'ensemble acceptable à un pays africain, par exemple. L'accord Canada-Caricom illustre cependant le genre d'approche globale et pragmatique que j'envisage pour l'avenir⁴⁹.

M. Jack Horner, ministre de l'Industrie et du Commerce, s'est rendu en novembre dernier à Trinidad et Tobago pour y discuter de la coopération économique. Comme suite à ces pourparlers, M. Jack Horner et M. Overrand Padmore, ministre des Finances de Trinidad et Tobago, signaient à Ottawa le 14 février un Protocole d'accord général englobant des ententes bilatérales qui portent sur divers projets de coopération, telle la construction d'un aéroport à Tobago. Selon le ministère de l'Industrie et du Commerce,

la découverte de pétrole et de gaz naturel permettra à ce pays de mettre en place d'importants programmes de développement auxquels le Canada pourrait contribuer dans plusieurs domaines⁵⁰.

2 — LE MEXIQUE

Le 10 janvier, une mission spéciale dirigée par le ministre de l'Énergie, M. Alastair Gillespie, se rendait au Mexique afin d'y amorcer des discussions avec des représentants du gouvernement mexicain et de la compagnie pétrolière d'État. MM. Wilbert Hopper et Ross Campbell, respectivement directeur exécutif de Pétro-Canada et directeur de l'Énergie atomique du Canada Ltée, faisaient également partie de la délégation canadienne.

Il semblerait qu'un premier accord de principe soit intervenu à l'effet que le Canada reçoive quotidiennement 15 000 barils de pétrole mexicain, et puisse voir ce nombre s'élever à 100 000 barils par jour dans les années 1980-81⁵¹. En contrepartie, les représentants canadiens cherchent à mettre au point les modalités d'application d'un programme d'évaluation par les Mexicains du réacteur CANDU. En plus de sa technologie nucléaire, le Canada serait prêt éventuellement à fournir au Mexique 4 millions de tonnes de charbon par an, et cela à partir aussi des années 1980-81⁵².

Soulignons enfin que le 27 février dernier, des représentants du Canada et du Mexique échangeaient à Mexico les instruments de ratification du traité bilatéral relatif au transfert des prisonniers. Signé à Ottawa le 22 novembre 1977, ce traité entrerait en vigueur en mars dernier⁵³.

3 — LE VENEZUELA

En marge de son voyage au Mexique, M. Alastair Gillespie se rendait au Venezuela. À cette occasion, les autorités vénézuéliennes l'assurèrent que le Canada continuerait

49. *Idem*, *Discours*, 5 mars 1979, p. 8.

50. Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Communiqué n° 14*, 12 février 1979.

51. *Le Devoir*, 13 février 1979, p. 1.

52. *The Globe and Mail*, 7 février 1979, p. B1.

53. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué n° 20*, 27 février 1979.

de recevoir quotidiennement 200 000 barils de pétrole, malgré la baisse de la production du Venezuela. Ces importantes livraisons de pétrole font de ce pays le premier fournisseur du Canada, contribuant pour plus de 40% de ses importations ⁵⁴.

G – Le Canada et le Moyen-Orient

1 – L'IRAN

Le 16 février, M. Don Jamieson annonçait que le gouvernement canadien reconnaissait le gouvernement provisoire de l'Iran ⁵⁵. Une dizaine de jours plus tard, le ministre faisait savoir que son gouvernement avait obtenu l'accord du gouvernement provisoire iranien pour prendre en charge les intérêts d'Israël en Iran. Après la rupture de ses relations diplomatiques avec l'Iran, le gouvernement israélien s'était en effet adressé au Canada afin qu'il assure la défense de ses intérêts dans ce pays ⁵⁶.

2 – ISRAËL

À la suite d'un séjour en Israël du ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, le gouvernement canadien a signé un protocole d'entente sur la coopération agricole entre les deux pays. Le Protocole, tout en prévoyant l'échange de spécialistes en agriculture, vise l'intensification des échanges au niveau de l'information scientifique et technique et la mise sur pied de projets de recherche conjoints. Des ententes ultérieures pourraient d'ailleurs élargir le champ d'application du Protocole ⁵⁷.

Dans une allocution prononcée le 14 février dernier devant le Comité Canada-Israël, M. Don Jamieson a loué les initiatives de paix entreprises par le président Carter, le président Sadate et le premier ministre Begin. De plus, M. Jamieson a dénoncé

les tentatives faites pour utiliser les Nations unies et d'autres tribunes internationales afin de faire adopter des résolutions extrémistes, déséquilibrées et partisans condamnant Israël ⁵⁸.

M. Jamieson a également profité de l'occasion pour clarifier la politique antiboycottage suivie par le gouvernement canadien. Elle peut être résumée de la façon suivante :

a) Les certificats d'origine négatifs (par exemple, attestant que des marchandises fournies n'étaient *pas* d'origine israélienne) ne sont désormais plus acceptables en vertu de la politique canadienne.

b) Les déclarations de fait (par exemple, qu'une compagnie ne commerce pas avec Israël) doivent être accompagnées d'une déclaration *dans le contrat* – ou quelque document où figure la déclaration de fait – confirmant l'intention de la compagnie de se conformer à la politique canadienne.

c) Le gouvernement adoptera les lois exigeant la déclaration de toutes les demandes de boycottage. C'est là une étape importante qui aligne l'application de la politique sur sa déclaration de principes d'octobre 1976 ⁵⁹.

54. *The Globe and Mail*, 16 janvier 1979, p. B1.

55. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué n° 16*, 16 février 1979.

56. *Idem*, *Communiqué n° 21*, 28 février 1979.

57. Ministère de l'Agriculture, *Communiqué n° C-72*, 20 décembre 1978.

58. Ministère des Affaires extérieures, *Discours*, 14 février 1979, p. 2.

59. *Ibid.*, p. 5.

De telles mesures, tout en favorisant l'approfondissement de l'amitié canado-israélienne, démontrent aussi l'intensité des préoccupations canadiennes à l'égard de la situation au Moyen-Orient.

H — Le Canada et l'Asie

1 — LE JAPON

Du 13 au 15 mars dernier, le Comité mixte canado-japonais sur l'économie se réunissait à Tokyo. En plus d'évoquer l'importance des négociations commerciales multilatérales qui doivent aboutir à la signature d'un accord au début d'avril, les représentants des deux pays ont échangé divers points de vue sur les problèmes qui retiendront l'attention de la prochaine conférence de la CNUCED, et du sommet économique qui aura lieu à Tokyo au cours de l'été. Tout en tenant compte de l'impact que peuvent avoir ces discussions multilatérales sur leurs échanges bilatéraux, les représentants canadiens et japonais se sont penchés sur les possibilités d'améliorer la coopération économique entre les deux pays dans quatre secteurs particuliers : l'énergie et les ressources minérales, l'industrie manufacturière secondaire et le commerce, les produits forestiers, et enfin, l'agriculture ⁶⁰.

Cinq agences du gouvernement japonais étudient présentement la possibilité d'acheter un réacteur CANDU. Selon M. Rankin, ambassadeur du Canada au Japon, une garantie faite par Ottawa aux acheteurs quant aux fournitures d'uranium, favoriserait grandement la promotion de la technologie nucléaire CANDU auprès des gouvernements étrangers et auprès du gouvernement japonais en particulier ⁶¹.

2 — LA CHINE

En janvier, M. Jack Horner entreprenait une tournée asiatique, qui le menait successivement en Chine, en Indonésie et aux Philippines. Auprès des autorités compétentes de chacun de ces pays, le Ministre s'était assigné pour tâche de faire valoir l'expérience canadienne en matière de développement, tant des ressources énergétiques que des capacités manufacturières et des télécommunications ⁶². Les pourparlers amorcés à cette occasion avec la Chine, au sujet des ventes de blé canadien, ont principalement retenu l'attention. Toutefois, M. Horner invoquait aussi la possibilité de conclure d'ici peu avec Pékin de nouveaux accords de coopération touchant aussi bien le domaine des télécommunications que de l'énergie. Il est d'ailleurs prévu qu'en avril une délégation chinoise séjournera au Canada dans le but de négocier les termes d'un accord de coopération entre les deux pays ⁶³.

Depuis 1961, la Chine est le principal acheteur de blé canadien. En 1977, les ventes de blé rapportaient \$309,6 millions au Canada et constituaient à elles seules 84% des exportations canadiennes vers la Chine. La normalisation des relations sino-américaines a pu faire craindre une diminution des achats de blé canadien. Néanmoins, M. Horner parlait dès janvier de l'éventuel conclusion d'un contrat à long terme avec la Chine alors que, jusqu'ici, les représentants des deux pays négociaient des contrats

60. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué* n° 27, 15 mars 1979.

61. *The Globe and Mail*, 9 janvier 1979, p. B4.

62. Thomas KENNEDY, *The Globe and Mail*, 23 janvier 1979, p. B1.

63. John FRASER, *The Globe and Mail*, 12 janvier 1979, p. B1.

annuels ⁶⁴. Toutefois, conformément aux prévisions, un accord de trois ans était signé à Ottawa le 26 février, lors de la visite de M. Wang Jiao-jiong, directeur général de la coopération chinoise des céréales, huiles et aliments ⁶⁵.

Ltd. annonçait en janvier la signature d'un contrat de trois ans avec la Chine, au terme duquel elle lui livrerait du papier (*The Globe and Mail*, 6 janvier 1979, p. B4). Quelques jours plus tard, des représentants de l'Alcan Aluminium Ltée annonçaient qu'une compagnie japonaise, dont elle détient 50% des actions, venait de s'engager à construire une usine d'électrolyse de l'aluminium en République populaire de Chine (*Le Devoir*, 9 janvier 1979, p. 11). Dans la même semaine, un représentant du Canadien Pacifique faisait savoir que la compagnie cherchait à reprendre les discussions avec la Chine, de façon à établir le plus tôt possible une liaison aérienne entre Vancouver et la Chine (*The Globe and Mail*, 6 janvier 1979, p. B2).

L'intensification recherchée des relations canado-chinoises passe aussi par des efforts de diversification. Au cours de l'automne dernier, on parlait principalement de l'accueil sur le territoire canadien d'étudiants chinois. Cet hiver, c'était au tour d'hommes politiques canadiens d'aller à l'école de la Chine. En effet, le 18 mars, neuf membres du Conseil des ministres de l'Éducation s'envolaient vers la Chine, où ils devaient séjourner deux semaines durant lesquelles ils se sont familiarisés avec les méthodes d'éducation chinoises. Entre autres, la délégation canadienne comprenait M. Jacques-Yvan Morin, du Québec, Mme Bette Stephenson, de l'Ontario, et M. Patrick McGee, de la Colombie britannique ⁶⁶.

I – Chronologie

début janvier :

- L'Agence canadienne de développement international annonce qu'elle prêtera \$50 millions à l'Égypte, ce montant devant servir à l'achat de 65 locomotives, fabriquées au Canada par la compagnie GM.
- Une importante délégation canadienne se rendait en Inde. Dirigée par M. A. C. Abbott, ministre d'État à la Petite Entreprise et ministre du Revenu national, la mission avait pour objectif d'intensifier les échanges bilatéraux et la coopération économique entre le Canada et l'Inde.

mi-janvier :

- La Commission canadienne des droits de la personne annonce qu'elle enquêtera de nouveau sur les modalités d'application du contrat que Bell Canada a signé avec l'Arabie saoudite. Selon certaines allégations, ce contrat risquerait de porter atteinte aux droits des femmes et des Juifs.

23 janvier :

- Le gouvernement canadien présente à l'URSS une réclamation de \$6 millions pour les dommages causés par la chute du satellite Cosmos 954 en territoire canadien, le 24 janvier 1978.

64. *Le Devoir*, 11 janvier 1979, p. 2.

65. Notons que l'hiver a vu d'autres projets se concrétiser. Ainsi, la Canadian Cellulose Co.

66. *Le Devoir*, 28 mars 1979, p. 13.

29 et 30 janvier :

- Le vice-premier ministre de la Nouvelle-Zélande, M. Brian E. Talboys, est en visite au Canada où il a rencontré plusieurs ministres pour y discuter des négociations commerciales multilatérales et de l'état des relations bilatérales entre le Canada et la Nouvelle-Zélande.

7 février :

- Le premier ministre Trudeau envoie un message au président Zia du Pakistan, l'exhortant à la clémence à l'endroit de l'ex-premier ministre Bhutto.

12 février :

- M. Jack Horner annonce que le Canada a conclu des ententes bilatérales avec la Thaïlande et Macao, ententes visant à limiter les importations de vêtements fabriqués dans ces pays.

12-14 février :

- Visite officielle du ministre des Affaires étrangères de la République de Corée, M. Park Tan Jim.

22 février :

- Le prix littéraire Canada-Australie, décerné pour la troisième fois, est attribué à l'écrivain australien Thomas Shapcott. L'an prochain, le prix sera attribué à un Canadien.

en mars :

- M. Jamieson se fait le porte-parole du gouvernement canadien pour exprimer son avis sur le bien-fondé d'une prolongation, par le gouvernement ouest-allemand, de la période de poursuite légale contre les criminels de guerre. Selon la législation actuelle, les poursuites en justice ne pourraient être intentées plus de trente ans après la fin de la guerre.

début mars :

- Six banques canadiennes (Banque de Montréal, Banque de la Nouvelle-Écosse, Banque Royale, Banque Toronto-Dominion, Banque Canadienne Nationale et Banque Provinciale) souscrivent à un prêt destiné à financer le dernier programme de développement économique polonais.

6 mars :

- MM. Don Jamieson et Roméo Leblanc annoncent l'application provisoire de l'Accord en matière de pêche paraphé en juillet dernier par des représentants du Canada et des Communautés européennes.

15-31 mars :

- Sous l'égide du ministère de l'Industrie et du Commerce, une délégation de sept experts se rend en Thaïlande, en Malaisie, à Singapour et aux Philippines, afin de promouvoir les exportations canadiennes de porcs reproducteurs et de sperme porcin.

29 mars :

- M. Don Jamieson demande à l'ambassadeur vietnamien de prendre les mesures nécessaires pour que M. Ho Xuan Dich, deuxième secrétaire de l'ambassade, quitte le Canada dans les 72 heures, celui-ci étant accusé d'activités illégales.

fin mars :

- Des représentants du Canada et de la C.E.E. se rencontrent à Bruxelles pour discuter de l'état de l'économie mondiale et, plus particulièrement, des échanges Canada-C.E.E.

* * *

II – Les relations extérieures du Québec

(de janvier à mars 1979)

A – Aperçu général

Au cours de l'hiver, ce sont les deux séjours aux États-Unis du premier ministre Lévesque et la visite au Québec du premier ministre français, M. Raymond Barre, qui ont retenu l'attention des observateurs. Nous tenterons dans les rubriques qui vont suivre de relater non seulement ces événements, mais aussi de rendre compte de ceux qui, bien qu'attirant moins l'attention, ont aussi eu leur importance. Pour l'essentiel, la chronique des éléments factuels caractérisant les relations qu'a entretenues le Québec avec l'extérieur au cours des mois d'hiver a pu se plier aux exigences de rubriques géographiques. Les événements d'ordre plus général, ou ceux qui s'intégraient à un ensemble dont il eût été difficile de rendre compte de manière synthétique, ont été classés par ordre chronologique dans une dernière rubrique.

B – Le Québec et les États-Unis

Au cours de ce premier trimestre, le premier ministre Lévesque s'est rendu à deux reprises aux États-Unis. Ces visites peuvent toutes deux se ranger dans la série des efforts entrepris pour mieux faire connaître le Québec aux États-Unis.

Au début de janvier, M. René Lévesque passait quelques jours en Louisiane. Depuis 1968, soit depuis le début des échanges culturels entre le Québec et cet État américain, c'était la première fois qu'un premier ministre québécois y séjournait.

Le Premier Ministre s'est rendu successivement à La Fayette, à la Nouvelle-Orléans et à Bâton Rouge. Il a pu ainsi rencontrer les Cajuns et leur représentant, M. James Demongeaux, de même que des hommes d'affaires et des hommes politiques locaux. Tandis que M. Lévesque s'est dit prêt à accroître l'aide apportée à la renaissance du fait français en Louisiane, les porte-parole cajuns ont félicité le Québec

d'avoir été à l'origine de cette renaissance et ont insisté sur l'apport essentiel que constitue le soutien québécois pour l'avenir de leur communauté¹. Précisant que les relations entre la Louisiane et le Québec se maintiendront quel que soit le destin politique de ce dernier, M. Lévesque a déclaré qu'il revenait toutefois aux Louisianais eux-mêmes de définir leurs besoins, de manière à ce que le Québec puisse ensuite participer à la réalisation des projets ainsi mis de l'avant².

Lors d'un déjeuner-causerie offert en son honneur à la Nouvelle-Orléans, le Premier Ministre a repris, pour définir le projet politique de son gouvernement, les arguments évoqués au cours de l'automne à Chicago, San Francisco et Los Angeles. Cette fois, il s'adressait à des membres de l'administration municipale, de même qu'à des représentants de l'*International Trade Mart* local et du Département américain du Commerce. Toujours dans cette ville, M. Lévesque a eu des entretiens avec le maire, M. Ernest Morial, et le lieutenant-gouverneur de l'État, M. Fritz Morris³.

Jusqu'ici, les échanges entre le Québec et la Louisiane ont touché principalement les domaines de l'éducation et de la culture. Les rencontres du Premier Ministre avec les autorités gouvernementales et avec des hommes d'affaires louisianais ont cependant ouvert au Québec la possibilité de diversifier ses échanges avec l'État américain. Son expérience en matière de production de pétrole et de gaz naturel pourrait être, par exemple, mise au service de la nouvelle Société québécoise d'initiatives pétrolières⁴.

Présenté comme « le voyage le plus significatif de M. Lévesque aux États-Unis depuis son message, en janvier 1977, devant l'*Economic Club* de New York », le septième séjour aux États-Unis du Premier Ministre lui permit d'expliquer aux membres du *National Press Club* la vision qu'a son gouvernement de l'avenir politique du Québec⁵. À la suite de ce discours et d'un entretien qu'il eut avec le Premier Ministre, le sénateur Edmund Muskie affirmait que le projet du gouvernement Lévesque ne lui semblait pas comporter d'éléments dangereux. Cette réaction contraste avec celle qu'il avait eue deux ans plus tôt, alors qu'il s'était exprimé en faveur du maintien du *statu quo* pour éviter la catastrophe. Beaucoup plus modéré, le sénateur Muskie affirme maintenant que, tout en se gardant d'intervenir, les États-Unis devraient se réjouir dans l'éventualité de tout type d'arrangement à l'amiable auquel parviendraient les gouvernements du Canada et du Québec⁶.

Deux membres du gouvernement Lévesque se rendaient également aux États-Unis au cours de l'hiver. Ainsi, à la fin du mois de janvier, M. Marcel Léger, ministre délégué à l'Environnement, devait avoir une série d'entretiens avec diverses personnalités américaines au sujet de l'avenir constitutionnel du Québec⁷. Fin mars, M. Bernard Landry, ministre d'État au Développement économique, s'y rendait également, mais à titre plus officiel. Dans un discours prononcé devant les membres de l'*Executive Sales Club* de New York, il présentait la souveraineté-association comme une solution aux problèmes constitutionnels du Canada et comme une nouvelle donnée susceptible d'améliorer l'environnement économique nord-américain. Pour illustrer cette thèse,

1. Pierre-Paul GAGNÉ, *La Presse*, 9 janvier 1979, cité par l'*Argus*, 9 janvier 1979, p. 1.

2. Bernard DESCOTEAUX, *Le Devoir*, 10 janvier 1979, pp. 1 et 6.

3. *Idem*, *Le Devoir*, 11 janvier 1979, pp. 1 et 6.

4. *Ibid.*

5. Jean-Claude PICARD, *Le Devoir*, 25 janvier 1979, p. 2.

6. *Idem*, *Le Devoir*, 26 janvier 1979, cité par l'*Argus*, 26 janvier 1979, pp. 4ss.

7. Paul BENNETT, *Le Soleil*, 18 janvier 1979, cité par l'*Argus*, 19 janvier 1979, p. 5.

M. Landry parlait d'un fédéralisme qui ralentissait la croissance économique de la province en l'empêchant d'avoir directement accès aux milieux financiers américains⁸.

C — Le Québec et l'Europe occidentale

Deux rencontres avaient lieu, au début de février, entre des parlementaires québécois et européens. Ainsi, M. Robert Burns, ministre d'État à la Réforme électorale, a dirigé une mission qui s'est rendue à Londres puis à Dublin, où le groupe devait être reçu par le président du *Dail Erann*, M. Joseph Brennan, et par le maire de la ville, M. Patrick Belton. Outre M. Burns, la délégation québécoise comprenait les députés péquistes Denis Perron et Gérard Gosselin, le député libéral Fernand Lalonde et le député indépendant William Shaw⁹. De plus, M. Roland Dussault s'est joint à une délégation de cinq parlementaires de l'Association des parlementaires de langue française pour représenter le Québec à Strasbourg, à l'occasion de la Conférence des parlementaires du Conseil de l'Europe¹⁰.

Pour ce qui est des relations entre le Québec et la C.E.E., nous pouvons signaler la tenue d'une réunion, le 9 février dernier, entre des hauts fonctionnaires fédéraux et M. Daniel Perlstein, président de la Société nationale de l'amiante. Nous avons mentionné dans la chronique précédente les craintes qu'éprouvaient les gouvernements fédéral et provincial de voir la C.E.E. adopter une législation restrictive sur les importations d'amiante. En vue de contrer les effets négatifs que pourrait avoir une telle politique sur les industries canadienne et québécoise de l'amiante, les représentants des deux gouvernements ont cherché à définir les bases d'une stratégie commune. La Communauté européenne devrait prendre une décision finale au cours de l'été. Du côté des Canadiens et des Québécois, qui pour leur part exportent 30% de leur amiante vers les marchés européens, on souhaite que la décision de la C.E.E. soit nuancée et sélective¹¹.

1 — LA FRANCE

Du 10 au 13 janvier dernier, le premier ministre de France, M. Raymond Barre, était de passage au Québec. L'importance attachée à cette visite par le gouvernement Lévesque peut être illustrée par les mesures prises afin de permettre à M. Barre de prendre la parole devant l'Assemblée nationale, privilège normalement réservé à ses membres¹².

La visite du Premier Ministre français a été l'occasion de la signature de deux ententes entre le Québec et la France. La première de ces ententes tend à assurer que les privilèges en matière de sécurité sociale, dont jouissent les citoyens relevant de l'autorité de chacun des gouvernements, soient transférables lorsqu'ils décident d'émigrer.

8. Jean PELLETIER, *La Presse*, 31 mars 1979, cité par l'*Argus*, 2 avril 1979, pp. 6ss.

9. *Le Devoir*, 2 février 1979, p. 3.

10. *Journal de Québec*, 30 janvier 1979, cité par l'*Argus*, 30 janvier 1979, p. 15. Environ un mois plus tard, M. Élie Fallu était désigné pour représenter le Québec lors de la réunion de l'Association internationale des parlementaires de langue française, qui se tenait à Monaco jusqu'au 9 mars : *Journal de Québec*, 8 mars 1979, cité par l'*Argus*, 8 mars 1979, p. 13.

11. Maurice JANNARD, *La Presse*, 9 février 1979, cité par l'*Argus*, 9 février 1979, pp. 5ss.

12. Jean-Claude PICARD, *Le Devoir*, 30 janvier 1979, p. 2.

Conclue après quatre ans de négociations, l'entente vise la réalisation des objectifs suivants :

- 1) « Favoriser la mobilité des travailleurs entre la France et le Québec ;
- 2) permettre la transférabilité des droits aux avantages sociaux d'un pays à l'autre ;
- 3) assurer l'égalité de traitement en ce qui concerne le droit aux avantages sociaux pour les ressortissants de chaque pays lorsqu'il y a transfert d'un pays à l'autre ;
- 4) éviter dans certains cas le double assujettissement aux programmes de sécurité sociale pour les travailleurs appelés à œuvrer dans l'autre pays de façon temporaire ¹³. »

Selon le ministère des Affaires intergouvernementales, d'une part, « on peut évaluer à plus de 100 000 le nombre de Français et de Québécois qui traversent maintenant chaque année l'Atlantique » et, d'autre part, « de 1970 à 1976, quelque 2 000 Français ont émigré chaque année au Québec ¹⁴ ».

La deuxième entente vise à élargir le champ de la coopération entre la Société générale de financement du Québec et la Compagnie générale d'électricité de France. Cette coopération, effective depuis une quinzaine d'années, a représenté en 1978 pour la SGF un chiffre d'affaires d'environ \$150 millions. Par une législation adoptée en 1978, le gouvernement québécois a manifesté son intention d'orienter dorénavant les activités de la SGF de façon à « favoriser la croissance des secteurs industriels jugés prioritaires pour le développement économique du Québec ¹⁵ ».

La nouvelle entente entre la SGF et la CGE tient compte de cette nouvelle perspective et, déjà, divers projets de collaboration ont été définis comme, par exemple, celui qui prévoit la mise sur pied d'un consortium qui, formé de Marine Industries et d'une entreprise de Montréal, devra concourir à l'augmentation de la fabrication québécoise de composantes d'équipement hydro-électrique. Selon les prévisions de la SGF, « la collaboration entre les groupes donnera lieu à des investissements de l'ordre de \$8 millions au cours des trois prochaines années ¹⁶ ».

Selon certains, la visite au Québec de M. Raymond Barre aurait en quelque sorte déterminé un tournant dans les relations franco-québécoises. Celles-ci, conformément au désir de M. Barre d'augmenter les échanges économiques entre les deux partenaires, s'inscriraient désormais à un niveau plus pragmatique. À ce titre, soulignons la volonté des deux gouvernements d'étendre leur coopération à des domaines tels que l'agro-alimentaire, les pêches, les mines, l'audio-visuel, etc. ¹⁷.

Le voyage en France qu'entreprenait, en février, M. Jean Garon, ministre de l'Agriculture, peut s'inscrire dans ce nouvel ordre de préoccupations communes. M. Garon a participé à un colloque sur la mise en valeur des produits de l'agriculture

13. Ministère des Affaires intergouvernementales, *Communiqué de presse n° 29*, 12 février 1979.

14. *Ibid.*

15. *Idem*, *Communiqué de presse n° 30*, 12 février 1979.

16. *Ibid.*

17. Michel NADEAU, *Le Devoir*, 14 février 1979, pp. 1 et 6.

et a mis à profit cette occasion pour établir certains contacts avec le milieu agricole français ¹⁸.

Les 11 et 12 janvier derniers, MM. Jean-Pierre Poisson et Claude Charron, ministres de la Jeunesse et des Sports de France et du Québec, présidaient à Auxerre la réunion annuelle du Conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la Jeunesse. Le budget alloué pour financer les projets réalisés en 1979 se chiffre à plus de \$5 millions. Tout en insistant sur l'importance accordée par les deux gouvernements à l'instrument de coopération qu'est l'O.F.Q.J., les ministres ont fait connaître leur intention de soutenir la mise en chantier de projets innovateurs ¹⁹.

Notons finalement la mission d'une semaine qu'effectuèrent en janvier MM. Louis-Ange Santerre et Maurice Fortin, respectivement président et directeur général de l'association Québec-France. Ce voyage avait pour but de préparer le Congrès des associations France-Québec et Québec-France, qui se tiendra à La Rochelle les 23 et 24 juin prochains ²⁰.

2 - L'ITALIE

Les 22 et 23 janvier derniers, M. Franco Foschi, vice-ministre des Affaires étrangères d'Italie, était en visite officielle au Québec. Au cours de son bref séjour, M. Foschi a pu rencontrer les ministres Denis Lazure, Jacques Couture et Pierre-Marc Johnson, ce qui devait permettre aux deux parties de faire le point sur l'état des relations entre le Québec et l'Italie. Mais, avant tout, la visite de M. Foschi devait être l'occasion de la signature d'une première entente en matière de sécurité sociale entre le Québec et l'Italie ²¹.

L'entente fait suite à un accord de principe intervenu en novembre 1977 entre les premiers ministres Giulio Andreotti et René Lévesque. L'entente signée le 23 janvier par MM. Foschi et Lazure assure la transférabilité des rentes entre les deux pays, pour ce qui est des prestations de vieillesse, d'invalidité et des pensions aux survivants ²². Dans sa forme actuelle, l'entente signée en janvier n'est pas considérée comme définitive. En effet,

les représentants des gouvernements italien et québécois (...) ont été d'avis que certains points devraient faire l'objet d'une étude conjointe afin d'en préciser la portée et d'en améliorer les avantages pour chacune des parties ²³.

Plus généralement, la visite de M. Foschi a été l'occasion d'entreprendre des discussions dans le but d'intensifier les relations québéco-italiennes, tant en matière d'éducation que dans les secteurs de la culture et de l'économie. De plus, il a été question d'élargir le champ d'application de l'entente, signée en 1975, entre l'Institut national d'assurance contre les accidents de travail (Italie) et la Commission des accidents de travail (Québec) ²⁴.

18. Pierre GINGRAS, *La Presse*, 22 février 1979, cité par l'*Argus*, 22 février 1979, p. 1.

19. *Le Devoir*, 13 janvier 1979, cité par l'*Argus*, 15 janvier 1979, p. 8.

20. Direction des communications, Ministère des Affaires intergouvernementales, *Communiqué de presse* n° 12, 2 février 1979.

21. *Idem*, *Communiqué de presse* n° 4, 18 janvier 1979.

22. *Idem*, *Communiqué de presse* n° 7, 23 janvier 1979.

22. *Idem*, *Communiqué de presse* n° 9, 23 janvier 1979.

24. *Ibid.*

Signalons enfin que le gouvernement québécois, par l'intermédiaire du ministre de l'Immigration, M. Jacques Couture, a remis une somme de \$25 000 à la section francophone du Congrès canado-italien, de manière à contribuer à la reconstruction de la région de Friuli, dévastée en 1976 par un tremblement de terre ²⁵.

D – Le Québec et l'Amérique latine

En mars, l'Hydro-Québec International obtenait son premier contrat avec l'étranger. Créée en décembre dernier, cette filiale de l'Hydro-Québec participera, à l'intérieur d'un consortium canadien de sociétés d'ingénierie, à la réalisation d'un projet hydro-électrique à Baruca, au Costa-Rica ²⁶.

Vers la fin du mois, M. Claude Morin présidait à l'ouverture d'une quinzième délégation générale du Québec. Celle-ci sera située à Caracas, au Venezuela. M. Christian Latortue, nommé au poste de délégué général, est ainsi devenu le deuxième délégué de la province en Amérique latine ²⁷.

L'ouverture de la délégation du Québec au Venezuela a été l'occasion d'une mini-tournée latino-américaine du ministre des Affaires intergouvernementales. Via Atlanta, où il introduisit en quelque sorte le nouveau délégué général, M. Claude Morin se rendit ainsi successivement à Saint-Domingue, à Port-au-Prince et en Haïti, où il rencontra des missionnaires et des hommes d'affaires québécois ²⁸.

E – Le Québec et la Chine

Vers la mi-février, une délégation de l'Hydro-Québec International se rendait en Chine dans le but d'y discuter des modalités d'une éventuelle coopération entre le Québec et la Chine, cette dernière projetant d'entreprendre d'importants travaux hydro-électriques. Au retour de ses représentants, M. Guy Monty se disait assez optimiste quant aux chances du Québec de voir préférer ses offres à celles que formulent Américains, Allemands et Français. Les séjours exploratoires de représentants de l'Hydro-Québec International en Chine, comme d'ailleurs l'obtention du contrat costaricain, s'inscrivent dans la perspective plus vaste d'une large offensive de cette filiale sur les marchés internationaux. Les objectifs que s'est fixés l'Hydro-Québec International pour 1979 touchent des pays aussi divers que la Chine, l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Brésil et certains autres pays sud-américains et africains. Toutefois, l'objectif « chinois » est considéré comme prioritaire. Selon M. Monty, si tout allait pour le mieux dans les négociations entreprises avec les autorités compétentes de ce pays, le seuil de rentabilité de la nouvelle filiale, d'abord « prévu pour trois ans », « pourrait être atteint dès la première année » ²⁹.

Déjà, des membres de l'Ambassade chinoise à Ottawa ont visité les chantiers de la Baie James et, à la fin de mars, une équipe de spécialistes de l'Hydro-Québec visitaient les sites des travaux hydro-électriques que projettent les Chinois. De plus, des pourparlers se poursuivent, sous l'égide principalement du ministère des Affaires

25. *The Montreal Star*, 24 mars 1979, cité par l'*Argus*, 27 mars 1979, p. 10.

26. *La Presse*, 3 mars 1979, cité par l'*Argus*, 5 mars 1979, p. 11.

27. Bernard DESCOTEAUX, *Le Devoir*, 16 mars 1979, p. 7.

28. *Ibid.*

29. Roger LEROUX, *La Presse*, 24 mars 1979, cité par l'*Argus*, 27 mars 1979, p. 10.

intergouvernementales, pour définir les termes d'une coopération en matière linguistique : des cours de français seraient ainsi dispensés à des techniciens chinois, avant qu'ils ne viennent sur le terrain se familiariser avec le fonctionnement de l'Hydro-Québec. Des professeurs québécois se rendraient donc en Chine incessamment, et les ingénieurs chinois formés par eux séjourneraient au Québec au cours de l'été ³⁰.

Toujours dans le cadre des projets d'échanges sino-québécois, nous pouvons signaler le départ pour la Chine, le 28 février, d'une mission parrainée par le ministère de l'Industrie et du Commerce. Outre M. Reinhard Neubauer, du Ministère, le groupe comprenait des représentants de diverses compagnies et des représentants de firmes d'ingénierie spécialisées dans l'exploitation forestière ³¹.

F – Chronologie

début janvier :

- M. Rodrigue Tremblay, ministre de l'Industrie et du Commerce, parle de la création éventuelle de deux nouvelles sociétés d'État, « Investissement-Québec » et « Exportation-Québec ».

mi-janvier :

- Le Québec emprunte \$300 millions d'un consortium formé de 15 banques provenant de 7 pays.

fin janvier :

- Il n'y aura pas d'implantation d'une fonderie GM au Québec.

mi-février :

- Selon le ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, le gouvernement pourrait être intéressé par le contrôle des intérêts que détient l'Asbestos Corporation en RFA.

27 et 28 février :

- M. Pascal N'Guessan Dikébié, ministre de l'Enseignement primaire et de l'Éducation télévisuelle de la Côte d'Ivoire, séjournait à Québec où il a rencontré le Premier Ministre et les ministres Jacques-Yvan Morin et Claude Morin.

début mars :

- Marine Industrie, appuyée par la Société générale de financement, décroche un contrat de \$65 millions auprès d'acheteurs américains.

du 7 au 9 mars :

- M. Stanislas Pawlok, ambassadeur de la République populaire de Pologne, était de passage à Québec où il a eu des entretiens avec le Premier Ministre et les ministres Claude Morin, Rodrigue Tremblay et Denis Vaugeois.

fin mars :

- Le gouvernement s'apprêterait à acheter son pétrole directement de l'étranger.

30. *La Presse*, 23 février 1979, cité par l'*Argus*, 23 février 1979, p. 6.

31. *The Gazette*, 28 février 1979, cité par l'*Argus*, 28 février 1979, p. 2.